

BUREAUX : RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois. 12 fr.
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement continue
avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois. 14 fr.
Six mois. 27
Un an. 51

ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 27 JUIN 1872

BOURSE DE PARIS

DU 27 JUIN

3 0/0 53 75
4 1/2 76 30
5 0/0 85 ..

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

BULLETIN QUOTIDIEN

On assure à Versailles que les négociations avec l'Allemagne ont abouti à un résultat satisfaisant et que des communications officielles pourront être faites prochainement à l'Assemblée.

Il y a un an, les députés connus par leur expérience financière étaient d'accord avec les feuilles économiques les plus accréditées, pour déclarer que l'émission ne pourrait avoir lieu avant les mois de novembre ou de décembre, attendu qu'à cette époque seulement, le classement des titres du dernier emprunt national serait opéré; aujourd'hui, financiers et députés sont d'un avis tout opposé, parce qu'il leur paraît impossible de laisser se perpétuer jusqu'à la fin de l'année l'immobilisation actuelle de la masse des capitaux qui résulte de l'emprunt en perspective.

On nous écrit de Versailles :

« La gauche républicaine a tenu hier soir une séance dans laquelle a été traitée la question de l'impôt sur les matières premières. M. Testelin a combattu l'impôt, M. Amat a rejeté tout projet de concession. La réunion s'est séparée sans prendre de résolution définitive, mais l'opinion qui a prévalu est que les taxes sur les matières seront admises jusqu'à concurrence des 93 millions demandés par le gouvernement. »

Les lauriers remportés aux Débats par M. Laboulaye empêchaient, paraît-il, M. de Marcère, député du Nord, de sommeiller, comme il l'avait fait jusqu'ici. Aussi vient-il d'adresser au journal le Soir une trop longue lettre, où il

se fait tout à coup l'apologiste de la République modérée et conservatrice. Tout à coup, car jusqu'ici M. Marcère n'avait pas donné des signes éclatants de républicanisme. Ancien membre des commissions mixtes sous l'Empire, nommé, en 1871, dans le Nord, par les conservateurs, ce député ne semblait pas avoir cette foi républicaine dont il fait montre aujourd'hui; ses ardeurs sont récentes et n'ont point, par conséquent, grande chance d'allumer d'autres ardeurs. Il est vrai que les républicains modérés, tels que le Bien Public, nous pourront dire que M. de Marcère a rencontré la vérité sur le chemin de Lille à Versailles. Cette vérité, qui n'a peut-être plus aujourd'hui son antique pureté, se serait-elle, à l'exemple des autres dieux et déesses, métamorphosée pour lui plaire, et aurait-elle pris, par hasard, l'apparence, d'ailleurs trompeuse, d'un porteur d'anneau, d'une ambassade ou de toute autre situation élevée et politique?

Quoi qu'il en soit, M. de Marcère n'avoque, dans sa lettre, aucun nouvel argument en faveur de cette République conservatrice dont il devient l'un des apôtres. Il croit voir « un parti nouveau formé d'hommes venus de toutes parts; » il estime que « ce parti doit se placer hardiment sur le terrain de la République conservatrice, faire de là appel au bon sens, à la raison publique, travailler à faire fonctionner hardiment les organes de la volonté nationale, etc. »

Tout cela, on le voit, n'est pas nouveau. Tout cela, M. Laboulaye, M. Barthélemy Saint-Hilaire lui-même l'ont déjà dit dans une langue plus solide et plus sûre que celle de M. de Marcère, avec plus de netteté, de précision et d'autorité. Et tout cela ne nous convainc pas, tout cela ne nous montre pas où sont les républicains conservateurs que M. de Marcère veut pulluler partout, et dont nous ne pouvons apercevoir qu'un nombre très-minime, naviguant au milieu de l'océan du radicalisme, dont ils ont grande peine à éviter les écueils et les récifs. La République modérée, la République conservatrice ! Elle ne nous inspirerait certes aucune répulsion si nous la croyions possible, mais si, dans l'essai beaucoup plus tourmenté que loyal auquel elle est soumise aujourd'hui, nous voulons bien, pour notre part, montrer de la bonne foi, nous ne pouvons cependant avoir la foi dans le succès, la foi dans le triomphe définitif. La foi, on ne saurait, le voudrait-on, se l'imposer à soi-même. On l'acquiert.

Or, cette foi comment pourrions-nous l'acquiescer en présence des événements qui, chaque jour, passent devant nous ? Ces événements démontrent que le radicalisme prend incessamment de la force et de la vigueur, mais la République conservatrice, non pas. Elle paraît au contraire s'affaiblir et ne plus pouvoir marcher qu'en s'appuyant sur le radicalisme.

Ce ne sont, plus les candidats républicains qui l'emportent dans les élections, ce sont les candidats radicaux auxquels les républicains modérés doivent s'allier sous peine d'être battus. M. Bert triomphe de M. Javal et M. Barni de

M. Lejeune. Et hier, hier encore, au banquet de Versailles, où M. Gambetta a essayé de se montrer sous cette forme, sincère sans doute, mais nouvelle, de républicain modéré, qu'a-t-il entendu crier autour de lui, par des gens qui cependant n'appartiennent pas aux classes les plus exaltées de la société, qu'a-t-il entendu crier ? « Ne parlez pas de la Commune ! N'insultez pas la Commune ! »

La Commune, c'est-à-dire le nom sous lequel se présente, de nos jours, la forme la plus aiguë du radicalisme, voilà ce qui l'emporte aujourd'hui, et non pas certes la République modérée. Cette vérité, nous la répétons tous les jours; jamais nous ne la répéterons assez. Les anciens libéraux, comme M. Laboulaye, les nouveaux comme M. de Marcère, s'imaginent qu'ils arriveront à fonder, à consolider la République modérée et conservatrice. Non ! ce qu'ils fonderont sans le vouloir, ce qu'ils consolideront malgré eux, ce sera le radicalisme ! Et ce radicalisme les entraînera, les emportera, les précipitera dans l'abîme, eux et tous les ingénus qui les croient et aussi les clairvoyants, les prévoyants qui auront été trop faibles de nombre pour dissiper des illusions généreuses souvent, intéressées parfois, mais qui, comme les illusions de toute nature, ne peuvent conduire qu'aux dangers et aux catastrophes.

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 26 juin 1872.

Le fait qui préoccupe le plus, dans la discussion financière à laquelle se livre l'Assemblée, c'est l'attitude du chef du pouvoir. M. Thiers s'y prodigue de façon à se découvrir. Ainsi le veut sa politique. Dans son ardeur d'être seul maître partout, et de composer son ministère avec une série de fantômes qu'il introduit sa bougie, le président est réduit à paraître de sa personne dans toutes les discussions délicates. Au temps où M. Thiers acceptait aux finances un collaborateur aussi sérieux que M. Pouyer-tier, il pouvait sans dangers lui abandonner la tribune, les jours de graves déclarations, et les choses n'en allaient pas plus mal, car ce ministre des finances, outre son organisation puissante, avait, malgré sa rondeur, une finesse incontestable. M. Pouyer-Quertier savait gagner le cœur de la droite; et, en s'interposant entre elle et le chef du pouvoir, il épargnait à ce dernier plus d'une rencontre fâcheuse. Dans tous les cas, il possédait assez bien les matières de son département pour faire autorité à la tribune et y soutenir la discussion. Mais, depuis que, grâce à ses idées absolues, le président de la République ne peut plus trouver un financier assez souple pour lui plaire, il est réduit à mettre un diplomate aux finances, et M. de Goulard est évidemment insuffisant pour la rude tâche que l'Assemblée accomplit aujourd'hui. M. Thiers se voit donc réduit à porter seul tout le poids de la discussion.

Pour une simple question d'ordre du jour, nous l'avons vu monter deux fois à la tribune. Hier, il y est remonté deux fois encore. Et tout fait prévoir qu'il sera ainsi retenu sur la brèche pendant plus de 15 jours, à raison de 4 heures par jour. Une pareille attitude ne peut qu'amoindrir le chef du pouvoir; car le propre des discussions financières est de ne laisser aucun place à un prestige politique quelconque. Il n'y a rien de brutal comme un chiffre. Nous sommes tous égaux devant l'arithmétique; et un erreur de calcul du président de la République est relevée avec la même netteté que si elle émanait du moins autorisé de nos honorables.

Aussi est-ce avec une véritable anxiété que nous interrogeons la physionomie de M. Thiers à chacune de ses apparitions à la tribune. Nous nous attendons constamment à voir poindre quelque 19 janvier dans le rictus irrité de ses lèvres en lame de couteau.

Hier, l'adversaire qui s'est chargé de porter le poids du courroux du président est l'honorable M. Lambert de Sainte-Croix, que je voudrais nommer l'orateur des coups d'épingle. M. Lambert Sainte-Croix n'a jamais, de sa vie, prononcé une parole injurieuse, et jusqu'à : JE VOUS HAIS, il dit tout tendrement. Mais, à raison même de cette forme onctueuse, il a le don de tout dire. Doué d'un extérieur élégant et surtout gracieux, d'un timbre de voix mielleux et grassement d'un geste flattereur, il ne peut lancer un trait mordant à son adversaire sans lui faire en même temps l'œil en coulisse. C'est sur ce ton qu'il a très carrément reproché au chef du pouvoir d'avoir trompé à la fois la France et l'Angleterre dans sa négociation relative au traité de commerce. Textes en mains, il a prouvé que dans les communications diplomatiques, le chef du pouvoir prétendait être obligé par l'Assemblée à dénoncer le traité de commerce. Dans ces étranges notes, la chambre est traitée de protectionniste, et le président de la République se présente comme un libre échangiste s'interposant entre la France et les puissances étrangères pour amortir la réaction.

En même temps, l'impitoyable orateur prenait soin de nous rappeler qu'à l'époque de la discussion des traités de commerce, M. Thiers nous avait affirmé jusqu'à satiété que le gouvernement britannique laissait espérer un arrangement amiable. Or, cette concession se trouve formellement démentie dans une note diplomatique par laquelle le cabinet de St-James prend soin d'avertir la France qu'il n'y a rien à espérer de lui. Il fallait entendre M. Lambert Ste-Croix, lisant cette note à la tribune, de sa voix la plus calme, la scandant de son geste le plus onctueux sous le nez du chef du pouvoir qui ne tenait pas en place. Le plus joli c'est qu'à dix pas derrière M. Thiers se trouvait M. Rouher, donnant à voix basse à ses voisins un commentaire pittoresque de la communication diplomatique. M. Rouher s'était trouvé à Londres, au moment même de la négociation qui nous occupe. Il avait été curieux de sonder par lui-même les

dispositions du cabinet britannique, qu'il paraît-il, en prend à l'aise avec M. Thiers quand il s'exprime sur son compte en petit comité. C'est ce commentaire officieux que M. Rouher ajoutait entre les lignes de la lecture officielle. Jamais comédie n'offrit un plus piquant contraste. C'est avec le plus grand regret, disait le foreign-office, que nous, nous voyons réduits à décliner les offres du gouvernement Français. — Votre M. Thiers est fou, ajoutait M. Rouher citant les explications d'un Lord quelconque — Ni directement ni indirectement, reprenait la note, nous ne saurions acquiescer au système des drawbacks. — Décidément, continuait le narrateur officieux, les Français nous prennent pour des imbéciles.

Et le récit en partie double continué ainsi pendant dix minutes, tandis que notre irritable souverain, soupçonnant peut-être le sens de la palinodie qui bourdonnait à ses oreilles, tremoussait sur son banc, se retournait, se levait, interrompait l'orateur. Mais l'assemblée ne lui laissait pas même ce faible dédommagement. Car elle s'est tant familiarisée avec le prestige du chef du pouvoir, grâce à ses trop fréquents discours, que nos honorables finissent par lui adresser la parole comme à un simple mortel. Chaque fois que M. Thiers voulait intercaler une objection entre deux phrases de M. Lambert Ste-Croix, l'auditoire impatient coupait la parole au chef du pouvoir par un n'intéressez pas, lancé presque brutalement.

Faut-il en dire toute ma pensée ? La situation était déplorable, car c'est toujours avec tristesse que nous voyons un grand talent et un grand rôle politique s'amoindrir par des puérilités.

L'unique dédommagement de notre Machiavel est de se venger des mécontentements publics de la Chambre, en la démoralisant en secret par de petites intrigues. J'apprends qu'il entend pour la vingtième fois de détacher du centre droit et du centre gauche un certain nombre de députés pris sans doute du besoin de quelque bureau de tabac. Avec cela M. Thiers veut, dit-on, se faire un centre gouvernemental. M. Casimir Périer le seconderait dans ce travail de Charancin, mais comme il en connaît par expérience toute l'insanité, le chef du pouvoir ne néglige pas entre temps d'encourager ses bons amis de la gauche. Il s'est bouché, hier soir, les oreilles pour ne pas entendre les toast à l'amnistie que portait M. Gambetta sous le patronage de la municipalité de Versailles, banquet en l'honneur de la naissance du général Hoche; les clameurs de ces députés de la Commune étaient si bruyantes qu'elles allaient éveiller les échos même de la salle des séances de l'Assemblée. Avec un peu d'imagination, on aurait pu se croire à quelque préliminaire d'un banquet réformiste, car il n'y a pas 50 pas de l'Hôtel des Réservoirs à la Chambre.

DE SAINT-CHÉRON.

FÉUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 28 JUIN 1872

LE

RÊVE DE GASTON

IV.

(Suite)

Cette ruine était le manoir de Boissy, ce cavalier Gaston de Parceval.

Le comte se sentit défaillir. Il se passa la main sur le front comme pour chasser la fatale illusion d'un songe. Il promena son regard désolé autour de lui afin de retrouver ses souvenirs. Chaque arbre lui rendit témoignage. Il reconnut le bosquet de lilas, théâtre des premiers jeux d'enfance, le chêne à l'ombre duquel sa mère aimait à s'asseoir à midi, les peupliers plantés par son père, au-devant de la grille maintenant arrachée, l'allée des rêveries solitaires, la pelouse où s'abattaient autrefois deux chevreux nourris de sa main, le carré de roses cher à Clotilde. Il retrouva les sentiers connus, mais envahis; désormais par les ronces, le berceau de vignes dont les branches abandonnées à leur poids, se

détachaient des treillages et venaient pendre et ramper confusément sur le sol. Un banc de pierre, suprême vestige d'hospitalité, avait seul survécu au désastre, et s'élevait encore, dérisoirement, à côté du perron renversé. Des poutres calcinées, des murs croulants, des briques éparses au milieu des lambeaux de meubles et d'étoffes, permettaient d'entrevoir vaguement la configuration des salles, où déjà serpentait le lierre tout au fond d'une alcôve; le triste hibou avait posé son nid, et la couleuvre trouvait un refuge aux pierres du foyer disjoint. Gaston, le cœur navré, la tête en feu, l'âme remplie de menaçants fantômes, s'éloigna au galop, sans verser une larme. Son noble coursier redoubla d'efforts et franchit en un clin d'œil le domaine aride et laissa bien loin en arrière le toit désolé du proscrit.

Gaston comprenait à cette heure le silence des paysans qu'il avait interrogés sur la route. Il se demanda quelle nouvelle catastrophe avait, pendant sa captivité, bouleversé les restes de l'héritage paternel. Était-ce la main d'un ennemi ou la vengeance des lois ? Et dans les scènes de violence dont ces lieux gardaient la trace si profondément empreinte, avait-on du moins respecté sa mère ? Le jeune homme s'arrêta frappé de vertige, ne sachant où diriger sa course. Il avait vu tomber d'Avrincourt, mais il portait sur lui des lettres de la comtesse et de Clotilde. Durant les longs jours passés sous les verroux, ses let-

tres étaient venues, à de rares intervalles, et est vrai, jeter un mot de consolation et d'espoir au cœur du paria. Toute correspondance avait cessé depuis deux mois. Un jour, Gaston s'était trouvé libre; mais, au sortir des fers, nulle main amie n'avait serré la sienne; aucune voix n'avait prononcé le nom de sa mère ou de sa fiancée.

Le château d'Avrincourt s'élevait à quelque distance. Le comte n'osait prendre de ce côté; il tremblait d'interroger encore.

Il ferma les yeux, laissa la bride à son cheval et en proie à toute la frénésie d'une fièvre ardente, il lui fit de nouveau sentir, et plus vigoureusement, l'épéon. L'animal se cabra, retrouva sa vigueur, hennit fièrement, secoua la tête et repartit d'un galop insensé à travers les broussailles. Prompt comme le vent, il traversa les bois, les champs, bondit par-dessus les haies, franchit les ravins, et sans ralentir son allure, entra dans une longue avenue de maronniers gigantesques. Le cavalier s'éveilla d'un lourd cauchemar, poussa un cri d'angoisse et tout à la fois de triomphe en apercevant devant lui des hautes murailles grises qui se coloraient d'une teinte rougeâtre aux reflets du soleil expirant.

À la voix de son maître, le destrier s'anima davantage, accéléra la course, traversa bientôt le pont-levis, qui trembla sous son pied chancelant. Rassemblant ses forces, le bon cheval prit son élan et après un dernier effort, sentant

qu'il avait terminé sa carrière, alla s'abattre au pied de la terrasse du château d'Avrincourt. Gaston se dégagea des étriers, et s'appuyant à la muraille, laissa le coursier souffler et rendre l'âme dans la poussière; tandis que lui-même, en proie à une agonie non moins atroce, cherchait en vain un serviteur qui voulût bien d'un mot trancher sa destinée. Il restait immobile à contempler ce puissant amas de pierres, noble demeure de tant de chevaliers dont les générations héroïques dormaient couchées sur les champs de bataille. Il admira machinalement la splendeur de l'édifice, que nul être humain ne semblait animer. Il perdit jusqu'à la connaissance de ses propres douleurs, oublia qu'il avait une fiancée, une mère à chercher sous ces arceaux muets qui peut-être n'auraient plus d'autre destination que celle d'élever un monument sur leurs tombes. Puis il revint au sentiment de l'existence, sentit la main glacée du malheur pesant sur sa poitrine, et trouva la force de franchir les degrés. Il pénétra dans un haut vestibule, entièrement désert; il appela, l'écho seul répondit; il traversa l'antichambre également vide; il souleva d'une main furtive la portière d'un premier salon, se glissa sous la draperie, et s'arrêta au seuil, sentant son courage faillir. Pâle, tremblant, les cheveux hérissés, les yeux hagards, le comte de Parceval semblait un malfaiteur. D'un pas incertain il se dirigea vers une autre pièce. C'était une immense et magnifique galerie dont

la voûte, ornée de sculptures dorées aux arêtes, étalait, de l'un à l'autre arceau, des peintures mythologiques, chefs-d'œuvre du grand siècle. Des portraits de famille représentant une longue suite d'illustres guerriers, d'hommes d'Etat célèbres, de pieux pontifes, étaient suspendus à la muraille, mêlés à des trophées d'armes précieuses, à des objets d'art, d'antiquité, d'un prix inestimable, et à chacun desquels se rattachait un souvenir triste ou glorieux. Sur un buffet de Boule aux incrustations magiques, on voyait des éperons d'or revenus des Croisades, un fragment d'épée ramassé à Bouvines, une coupe de vermeil donnée par Condé, le gagnant de batailles, et quelques fleurs tombées un jour de fête, des cheveux de la reine martyre.

La fin au prochain numéro.

Aux quatre Saisons

MODES

J'ai l'honneur d'annoncer aux dames que je viens de recevoir un assortiment complet de chapeaux de paille et modèles haute nouveauté, ainsi qu'un beau choix de fleurs, plumes, rubans, crêpes, sylphides, etc.

Travail élégant, prix modérés. F. DEPOUILLY

On demande deux apprenties 5, Rue Pellart, Roubaix. 5240